



Ces dernières années, la DGSE a vu monter la vague des « millénials », rejets de la révolution Internet.
JEAN-PIERRE REY

VERBATIM

Je marche à l'adrénaline

Marie, 30 ans, analyste à la direction du renseignement, est à la DGSE depuis six ans. « Je marche beaucoup à l'adrénaline et, en dépit des nuits blanches, il n'y a pas un jour où j'ai regardé l'heure. Diplômée de Sciences Po et d'un master de droit, animée par l'idée de protéger et d'enquêter en équipe, j'ai un temps été tentée par le métier de commissaire de police. Expert en contre-terrorisme, j'ai commencé à m'intéresser à l'Afrique, avant de rejoindre une équipe étoffée d'analystes travaillant sur le Proche-Orient. Les enjeux sont lourds et des vies humaines sont en jeu. La vie privée d'un agent ? Il faut surtout trouver un conjoint compréhensif, au courant dans les grandes lignes pour qu'il ne s'étonne pas quand on part soudain à 3 heures du matin... »

On construit des outils efficaces...

Vincent, 33 ans, ingénieur informaticien à la direction technique : « Diplômé d'une école parisienne, j'ai découvert puis rejoint le service après avoir discuté avec un ami de promotion dont le père était agent. Avec l'équipe dont je suis responsable, composée d'une trentaine de spécialistes dans le développement d'applications, nous construisons des outils efficaces, très innovants, qui nous amènent à aborder tous les métiers de la DGSE. C'est une richesse que je ne retrouverai jamais dans le privé. L'intérêt pour la matière est telle que les jeunes techniciens, tous de bon niveau, aiment travailler ensemble, dans des petites équipes. Le turnover ne dépasse pas les 15 % par an... »

Comment la France recrute ses espions

D'ici à la fin de 2019, la DGSE va bénéficier de 600 nouvelles recrues.

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin

SÉCURITÉ Confrontée sur son sol comme à l'étranger au spectre omniprésent du terrorisme, pionnière d'attaques informatiques de plus en plus complexes prouvant que la cyberguerre a déjà commencé, la France renforce ses défenses immunitaires. Pour anticiper les crises et entraver les ennemis avançant masqués jusque dans les recoins les plus veinueux de la planète, elle intensifie le recrutement d'une nouvelle génération d'espions. À la pointe du renseignement, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) est l'incarnation de cette volonté politique. « Chargé d'abord d'une mission d'information du gouvernement sur les enjeux géostratégiques, le service aide aussi l'État à décrypter le "dessous des cartes" et parer les menaces en matière de terrorisme, cyberdéfense, prolifération des armes de destructions massives mais aussi de criminalité organisée », rappelle son directeur, Bernard Bajolet. En quinze ans, alors que les budgets publics sont corsetés, ses effectifs ont bondi de 30 % pour atteindre désormais les 6 400 agents. D'ici à la fin de 2019, la « Boîte », comme l'appellent entre eux ses membres, va même bénéficier de 600 nouvelles recrues pour franchir le seuil symbolique des 7 000 postes. Aux antipodes de la caricature du soldat taciturne au cuir durci par la « guerre froide », les nouveaux espions qui la composent sont jeunes, diplômés, « connectés » et parfois même « geek », avec des allures de cadres issus de la banque ou d'un cabinet d'audit. Désormais, la DGSE est composée de 37 % de militaires, de 42 % de fonctionnaires et d'une manne de 21 % de contractuels. Les femmes représentent un quart du total. « Grâce à la diversification des métiers d'ingénieurs, d'analystes, de linguistes ou encore liés au soutien logistique, le service est d'une richesse humaine incroyable, s'enthousiasme Charles Moreau, directeur de l'administration de la DGSE. Pour recruter, nous sommes

obligés d'innover en permanence car l'environnement concurrentiel est énorme. Même si nous sommes au cœur du régulier et sans parler du privé, nos collègues du renseignement cherchent dans le même vif. » Les armées, revigorées depuis deux ans, courtisent les mêmes oiseaux rares. À savoir les spécialistes en ingénierie, les experts du nucléaire ou encore de la balistique. La maison, qui se dit « ouverte » au moins sous cet aspect, drague à la sortie des universités et des écoles d'ingénieurs des spécialistes du traitement du signal, des cryptomathématiciens voire de petits prodiges du « hacking ». Pour séduire ces « juniors », la DGSE offre des salaires « concurrentiels » oscillant 33 000 à 35 000 euros brut par an pour un débutant. Quelques rémunérations frisent les 40 000 euros à l'embauche pour certains profils sortis de grandes écoles et déjà un peu expérimentés. Pour fidéliser ces précieux collaborateurs, le service fait miroiter l'intérêt intrinsèque d'un métier hors norme et des parcours de carrière attractifs. « Par ailleurs, grâce à la puissance de calcul de ses machines, ajoute avec gourmandise Charles Moreau, la DGSE offre la première capacité informatique d'Europe occidentale. »

Amorcée en 2008 et depuis lors bien huilée, l'opération séduction cible plus que jamais des linguistes. Si l'anglais est maîtrisé par tous les agents, le russe, le chinois, l'arabe et ses dialectes (syro-libanais, maghrébin, égyptien, etc.) mais aussi le persan ou le coréen sont recherchés. « Nous sommes confrontés à une pénurie sur le marché des linguistes où l'on prospecte beaucoup mais où l'on recrute peu », déplore le colonel Henri, responsable de la formation. « D'abord, observe-t-on derrière les hauts murs de la caserne Mortier où siège la « Centrale » de la DGSE, parce que l'université produit peu d'élevés au niveau requis ou alors des spécialistes versés dans la poésie persane du XVI^e siècle là où l'on souhaiterait des gens capables de transcrire des données techniques sur le nucléaire. Par ailleurs, lorsqu'on trouve quelqu'un

parlant couramment le tamachek, tout ou partie de sa famille est encore au pays : cette vulnérabilité pose des contraintes de sécurité... » La DGSE, très exigeante, fixe le seuil d'autonomie des agents sur le terrain à un niveau 4 sur une échelle allant de 1 à 5, souvent après des longs de mois de perfectionnement et une immersion. C'est par exemple ainsi que les 5 postes ouverts au concours « SAS » (secrétaire administratif spécialisé) en langue arabe n'ont pas tous été pourvus. « Les linguistes ne représentent guère plus de 4 % de recrutements ce qui n'est pas assez », déplore Sandrine, responsable des ressources humaines.

Pour renouveler les départs et renforcer ses directions, la DGSE sélectionne désormais chaque année environ 300 techniciens, une centaine d'analystes et autant d'agents affectés à la logistique. En haut de la pyramide, 600 candidats se bousculent chaque année pour décrocher les 20 à 30 places d'« attachés », dont les meilleurs pourrissent ensuite briguer en interne les fauteuils convoités d'administrateurs. Empruntant à la rentrée

prochaine les nouvelles filières de recrutement « rédacteurs analystes en géopolitique », « administration générale », « sciences et technologies » ou encore « langues et civilisations », les postulants au concours devront prouver leurs capacités rédactionnelles en faisant des notes de synthèse et un écrit éliminatoire – dans la langue de Shakespeare. Une fois admissibles, ils passeront un « grand oral » devant un jury « maison » qui les mettra en situation lors de jeux de rôle pour évaluer leur émotivité, leur aptitude à interagir avec un entourage inconnu et éprouver leur naturel en toutes circonstances. « Objectif : être aussi à l'aise dans des palaces que des milieux ethno-différenciés », note le colonel Henri qui rappelle que « chaque collaborateur fait l'objet d'enquêtes de sécurité et d'évaluations psychologiques à l'entrée puis tous les cinq ans ». « Si l'un d'eux fait preuve d'intempérance, se marie à une Chinoise ou passe ses vacances à Pyongyang, nos voyants se mettent au rouge », précise un haut cadre à la « Centrale ».

Gravées dans le marbre d'une charte de déontologie classifiée confidentiel défense, les valeurs cardinales du service, « loyauté, exigence, discrétion, adaptabilité » regroupées sous l'acronyme LEDA sont signées et solennellement lues en amphithéâtre par tout nouvel arrivant. « Un engagement moral », résume le colonel Henri qui confesse avoir vu monter la vague des « millénials », rejets de la révolution Internet : « Loïn d'avoir la culture de la discrétion, ils ne peuvent se séparer de leur téléphone, de Facebook et des réseaux sociaux. Hyper-connectés et mélangeant sphère professionnelle et privée, ils pratiquent la transversalité à outrance ». Le « geek », dont la valeur se mesure à l'aune de son aura dans le cyberespace, frise la caricature. Lors du stage initial de 16 à 17 semaines qui va permettre d'affiner le triage des affectations, chaque nouvel agent suit une demi-journée de formation ad hoc pour apprendre à maîtriser sa présence sur la Toile, en tempérant ses propos et gérant ses liens familiaux

Nous sommes confrontés à une pénurie sur le marché des linguistes, où l'on prospecte beaucoup mais où l'on recrute peu...

COLONEL HENRI, RESPONSABLE DE LA FORMATION

et amicaux. « En général demandeurs de règles, de repères, ils ne sont pas déboussés, ni dans une attitude de contradiction », plaide un cadre.

Aujourd'hui, la DGSE propose à ses agents pas moins de 174 stades différents. Très pratiques, ils peuvent porter sur la contre-filature, le passage des frontières, la biométrie, le traitement des sources, l'analyse et l'exploitation du renseignement, la transmission de celui-ci, la conduite en zone de crises, le « désilhouettage » pour changer d'apparence. « Nos agents ont développé le sens de l'empathie pour aborder leurs cibles et s'adapter à tous les milieux sachant qu'il va falloir recruter dans la criminalité organisée, la prolifération d'armes de destruction massive et bien sûr le terrorisme, décrypte le colonel Henri. L'idée est d'amener les cibles à travailler pour nous, de récupérer le renseignement sans la moindre coercition et de le travailler à la Centrale. » « En théorie, la chance n'a aucune place dans la procédure », ponctue le directeur de l'administration. En général, une cinquantaine de semaines de formation, sur une période de cinq ou six ans, sont nécessaires à un espion avant de partir en poste à l'étranger. C'est-à-dire le Graal auquel aspirent les agents de l'ombre. ■



Créations de postes :
600 d'ici à 2019

Principaux profils recherchés :

- Ingénieurs (traitement du signal, nucléaire, informatique, balistique...)
- Mathématiciens
- Experts en géopolitique
- Linguistes (russe, chinois, arabe et ses dialectes, persan, coréen...)

Métiers :
Ingénieurs, techniciens, analystes, agents affectés à la logistique et aux marchés publics, traducteurs...

Salaires :
33 000 à 35 000 euros brut par an pour un débutant. Jusqu'à 40 000 pour certains profils

Qualités requises :
Loyauté, exigence, discrétion, adaptabilité

Opération séduction d'un « maître espion » à l'ENA

Bernard Bajolet, patron de la DGSE, fait rayonner son service auprès de la future élite de l'administration. Vingt diplômés se présentent en moyenne pour un poste.

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin
ENVOYE SPÉCIAL À STRASBOURG

RENSEIGNEMENT École nationale d'administration à Strasbourg, par un début d'après-midi glacial de janvier. Tout sourire, Bernard Bajolet fait irruption dans l'amphithéâtre Jean-Zay. Dans un brouhaha décontracté, la future élite de la République garnit peu à peu les gradins en bois clair. Micro à la main, debout devant l'estrade face à ce public choisi, le patron de l'espionnage français se lance, non sans brio, dans un numéro de charme parfaitement rodé. Objectif ? Faire rayonner le service et susciter des vocations parmi les têtes les mieux faites.

La scène, peu banale et à laquelle *Le Figaro* a pu assister, va durer plus de deux heures. En préambule, l'ex-ambassadeur de guerre balaise le champ des missions et des modes d'action d'un « service puissant, adossé à des moyens budgétaires importants ». Il évoque les deux cent cinquante agences « partenaires » à travers le monde, les « 6 000 à 7 000 notes jaunes "confidentiel défense" » destinées à tous les services de l'État. Pédagogue, il explique en quoi la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) est un service spécial qui peut entraver et percer les secrets, comment cet « outil de souveraineté » aide le sommet de l'État à « réduire les incertitudes », à « aller là où s'arrête la diplomatie ».

« La DGSE attire car elle protège les institutions de la République et son intégrité territoriale »

UN ÉLÈVE DE PREMIÈRE ANNÉE

justice, la déclassification des documents, le fameux Service action et ses missions clandestines, le cas Snowden et les lanceurs d'alerte ou encore la gestion du dialogue social au sein de la DGSE. Avec un art feutré de l'ellipse, Bernard Bajolet parle sans dévoiler, décrit sans détailler. Même prévenus que les agents de la DGSE « doivent accepter pour des raisons de sécurité un grand nombre de contraintes pas concevables pour le commun des mortels », les élèves de l'ENA, conquis, en redemandent. « Si vous êtes frustrés, c'est bon signe car cela prouve que vous êtes animés par la curiosité », lance sous forme de pirouette l'ex-diplomate de guerre, qui s'éclipse sous des applaudissements nourris.

« Bernard Bajolet est un bon communicant et sa venue à l'ENA permet aux élèves de bénéficier d'une lecture privilégiée de l'état du monde et de ses menaces actuelles, se félicite Nathalie Loiseau, directrice de l'école.



Ce genre de rencontre leur offre un point de vue pertinent sur le contre-terrorisme, l'affaiblissement des États, la prolifération nucléaire ou encore la cyberdéfense. C'est d'autant plus utile que la promotion, sensibilisée à la sécurité diplomatique, part en stage en ambassades aux quatre coins de la planète. Convoquée que l'image du renseignement a évolué, la directrice de l'ENA témoigne que les attentats du 13 novembre 2015 ont « changé les mentalités » et « aiguisé l'appétence pour le domaine régalien ». « Dotée d'une symbolique très forte, la DGSE attire car elle protège les institutions de la République et son intégrité territoriale », confirme sous l'anonymat un élève de première année. Séduit par le « caractère très exigeant du service », ce passionné de

relations internationales se dit animé par une « motivation belle et forte pour contribuer à la protection des intérêts nationaux. Même s'il y a des contraintes sur ma vie privée, je n'y verrai pas un sacrifice car les missions sont tellement fortes qu'elles vont contrebalancer certains désavantages ». En raison de leur vision à spectre large de l'action publique et de leur capacité de dialogue avec n'importe quelle administration, les futurs commis de l'État offrent des profils de premier choix. Tous les deux ans depuis 2011, la DGSE ouvre un poste d'administrateur aux énarques en sortie d'école. Cette place, très courue, suscite désormais une vingtaine de candidatures. Soit près du quart de la



En raison de leur vision à spectre large de l'action publique, les élèves de l'ENA (ci-dessus) offrent des profils de premier choix pour la DGSE, dirigée par Bernard Bajolet (ci-contre).
THERRY CHESNOT / GETTY IMAGES / AFP, CHRISTOPHE PETIT TESSON / MAXPPP

74%
des Français ont déjà entendu parler de la DGSE

71%
des Français estiment qu'il est justifié que « la DGSE ne soit pas soumise aux règles de transparence auxquelles l'État est tenu »

90%
des Français ayant entendu parler de la DGSE en ont une bonne image

Une opacité mieux acceptée des Français

Quand je lis que le service surveille massivement la population, cela me fait bondir

BERNARD BAJOLET

LA GUERRE souterraine menée contre le terrorisme fait évoluer les opinions. Comme le révèle une « enquête de notoriété et d'image de la DGSE » établie par l'Ifop en septembre dernier et dont *Le Figaro* dévoile le contenu, 71 % des Français estiment qu'il est justifié que, « face à des menaces étrangères », « la DGSE ne soit pas soumise aux règles de transparence auxquelles l'État est tenu ».

Par rapport à 2012, les sondés sont donc 13 % de plus à accepter le secret du fonctionnement et des activités de la DGSE. « Son opacité est quant à elle

soulignée par 83 % des Français, précise le document, sans que cela impacte la perception de son bon fonctionnement auprès du grand public (85 % d'avis positifs sur ce point) ».

« La DGSE décide de communiquer car il est important d'expliquer aux Français que nous sommes là pour les protéger, pas pour les espionner, assure Bernard Bajolet. Quand je lis que le service surveille massivement la population sans aucune base légale, c'est complètement faux et cela me fait bondir. »

Portée par une politique de communication très active, la

notoriété de la DGSE a bondi de 11 % en quatre ans : désormais 74 % de nos compatriotes en ont déjà entendu parler. « 31 % déclarent même savoir exactement ce dont il s'agit », précise l'étude. Cet échantillon « éclairé » associe principalement la DGSE à un service de protection et de sécurité du territoire (56 % contre 33 % en 2012), un service de renseignement (33 % contre 10 %) ou encore un service secret (27 % contre 16 %). Globalement, 90 % des sondés qui connaissent la DGSE en conservent une bonne image. ■ C.C.

La Sécurité intérieure monte elle aussi en puissance

DÉJOUER sans cesse les attentats visant le territoire national - pas moins de 17 l'an dernier -, interpellé semaine après semaine des terroristes en puissance, à l'image des suspects interceptés vendredi dans l'Hérault, tout en poursuivant une historique mutation interne... Contrainte d'avancer à marche forcée sur tous les fronts, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) poursuit son inexorable croissance. Au total, pas moins de 934 nouvelles recrues auront renforcé les policiers basés à Levallois-Perret d'ici à 2018.

La montée en puissance, amorcée dès 2014 par une première vague de recrutements essentiellement compo-

sée de contractuels (linguistes, analystes et techniciens...), s'est accélérée en janvier 2015 avec la mise en place d'un « plan Charlie » de 500 renforts. Cette deuxième vague, essentiellement composée de policiers cette fois, a eu pour but de faire face à l'essor exponentiel du contentieux djihadiste et aux quelque 15 000 islamistes potentiels recensés par le Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT). Dans le haut du spectre, 2 000 sont dans le « scope » de la DGSI.

Composée de 3 500 hommes, l'institution a enfin bénéficié d'un nouveau coup de pouce de 225 renforts supplémentaires, qui arriveront d'ici à l'an-

née prochaine dans le cadre du « pacte de sécurité » décrété en urgence au lendemain des attentats de novembre.

La lutte antiterroriste a changé d'ère

Composé d'ingénieurs, de techniciens, d'analystes des données ou encore d'experts en cryptage, ce nouvel arrivage offre un double avantage. Sortir la DGSI, composée à 73 % de policiers - dont une large part de gardiens de la paix et de gradés -, d'une monoculture peu adaptée à la complexité de la menace. Ensuite permettre de percer les circuits de communication des terroristes. Rappelant, lors d'une audition au Palais Bourbon, que ses effec-

tifs auront augmenté de près de 40 % en cinq ans pour passer le cap des 4 000 en 2018, Patrick Calvar, patron de la DGSI, a prévenu : « Nous nous heurtons au quotidien au problème du chiffrement, à la multiplication des moyens de communication, aux masses de données que nous pouvons recueillir. (...) C'est la raison pour laquelle nous opérons en permanence des sauts qualitatifs, notamment avec notre partenaire principal, la DGSE. » En gonflant de 10 à 17 % le contingent de ses contractuels, le haut fonctionnaire entend répondre aussi à un défi « analytique ». Devant les parlementaires, celui qui se présente en « aficionado des nouvelles technologies » a évoqué « la complexité

des problèmes et menaces traités, (qui) nous impose de recourir à des personnels non issus de la police nationale mais spécialisés dans l'économie, la finance, voire dans d'autres domaines plus opérationnels, tels que des psychologues ou des linguistes ».

Enfin, la DGSI se met aussi au diapason des techniques dites « spéciales » (capture de données, cybersurveillance, etc.) prévues par la loi renseignement entrée en vigueur en octobre dernier. « Outil indispensable à notre action et qui la légitime, conclut à ce propos Patrick Calvar, elle nous a amenés à former plus de 2 500 fonctionnaires à sa mise en œuvre. » La lutte antiterroriste a changé d'ère. ■ C.C.